

SOMMAIRE

Mission 1 :

Aider les familles à concilier vie professionnelle, vie familiale et vie sociale

FICHE DIAGNOSTIC N°1.....	p. 7
---------------------------	------

La réduction des inégalités territoriales en matière d'accueil du jeune enfant (accueil collectif)

FICHE ACTION N°1 – A.....	p. 9
Gérer et adapter numériquement l'offre et la demande des accueils collectifs	

FICHE ACTION N°1 -B.....	p.10
Identifier les besoins ponctuels des familles en mode de garde occasionnel et contrat régulier sans mensualité	

FICHE ACTION N°1 – C.....	p.11
Augmenter le nombre de places pour les nourrissons et l'amplitude horaire lors de la délocalisation du multi accueil de la Roque au Mas du Collet	

FICHE DIAGNOSTIC N°2.....	p.12
---------------------------	------

La réduction des inégalités territoriales en matière d'accueil du jeune enfant (Accueil Individuel)

FICHE ACTION 2 – A	p.14
Mettre en place des informations collectives sur les différents modes de garde en partenariat avec l'offre allocataires CAF	

FICHE DIAGNOSTIC N°3	p.15
----------------------------	------

La réduction des inégalités territoriales en matière d'accueil de loisirs

FICHE ACTION N°3 – A.....	p.17
Favoriser l'accès aux structures de loisirs par la mobilisation et l'accompagnement des familles (enfants et parents) vers les structures du droit commun.	

FICHE ACTION N°3 – B.....	p.18
Créer un espace mutualisé de loisirs pour les jeunes en périphérie du centre ancien	

FICHE ACTION N°3 – C.....	p.19
Mettre en place une équipe mutualisée et renforcée pour l'offre de loisirs ados sur l'ensemble du territoire	

FICHE DIAGNOSTIC N°4 Enfance.....	p.20
-----------------------------------	------

La mise en œuvre d'une offre de service pour l'accueil et l'accès aux loisirs correspondant aux besoins spécifiques des enfants porteurs de handicap

FICHE ACTION N°4 – A Enfance.....p.22

Mettre en place des ateliers de sensibilisation à l'accueil de l'enfant en situation de handicap pour le personnel des EAJE

FICHE DIAGNOSTIC N°4 Jeunesse.....p.23

La mise en œuvre d'une offre de service pour l'accueil et l'accès aux loisirs correspondant aux besoins spécifiques des enfants porteurs de handicap

FICHE ACTION N°4 - A Jeunesse.....p.25

Former des accompagnants (animateurs) par le Groupe d'Appui Départemental (GAD)

FICHE ACTION N°4 - B Jeunesse.....p.26

Participer à un réseau Handicap jeunesse et enfance animé par la CAF

FICHE ACTION N°4 - C Jeunesse.....p.27

Proposer une information collective sur le dispositif VACAF aux partenaires et accompagner les familles vers l'accès aux loisirs

FICHE DIAGNOSTIC N°5.....p.28

La mise en œuvre d'une offre de service loisirs vacances en faveur de l'autonomie des jeunes

FICHE ACTION N°5 Jeunesse.....p.30

Développer un point d'information pour la jeunesse

Mission 2 :Soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants

FICHE DIAGNOSTIC N°6.....p.32

Le développement des dispositifs de soutien à la parentalité

FICHE ACTION N°6 A Enfance.....p.35

Promouvoir les différentes offres de service de la CAF au travers des actions collectives sur la séparation, l'aide à domicile, grossesse, changement de situation, reprise d'un emploi suite à un congé parental, VACAF (AVE)

FICHE ACTION N°6 B Enfance.....p.36

Mettre en place des ateliers auprès des enfants du groupe scolaire Crabalona des Fleurs de

Grasse PRE (maternelle + CP)Élargir les actions du LAEP du centre- ville

FICHE ACTION N°6 C Enfance.....p. 37

Mettre en place des rencontres pour les parents d'élèves du groupe scolaire Crabalona des Fleurs de Grasse

FICHE ACTION N°6 A Jeunesse.....p.38

Reprendre et maintenir le programme de Soutien aux Familles et à la Parentalité (SFP)

FICHE ACTION N°6 B Jeunesse.....p.39

Développer des actions de parentalité auprès des parents d'enfants scolarisés en maternelle

FICHE DIAGNOSTIC N°7.....p.40

Le développement des dispositifs de soutien à la parentalité : décrochage et absentéisme scolaire

FICHE ACTION N°7 A.....p.42

Remobiliser les jeunes collégiens

FICHE ACTION N°7 B.....p.43

Mettre en place des nouvelles actions par les ERIC en lien avec les réseaux sociaux et les dangers d'internet

Mission 3 :

Accompagner les familles dans leurs relations avec l'environnement et le cadre de vie

FICHE DIAGNOSTIC N°8.....p.45

Un meilleur accès des familles à l'information pour favoriser leur implication dans l'animation de la vie sociale

FICHE ACTION N°8 A.....p.47

Accueillir des nouveaux arrivants par la ville de Grasse en collaboration avec les acteurs du centre ancien (élu et/ou maire de Grasse/GUP/CS HARJES/ AVF)

FICHE DIAGNOSTIC N°9.....p.49

L'amélioration des conditions de logement et du cadre de vie des familles

FICHE ACTION N°9 – A.....p.50
Développer des projets d'auto-habilitation accompagnée dans les quartiers prioritaires

FICHE ACTION N°9 – B.....p.51
Mettre en place une offre logement de la CAF

FICHE ACTION N°9 – C.....p.52
Créer un espace de jeu pour les familles et les jeunes sur le quartier de la Gare

Mission 4 :

Créer des conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle des personnes et des familles

FICHE DIAGNOSTIC N°10.....p.54
La mise en œuvre d'une offre de service d'accueil du jeune enfant répondant aux besoins spécifiques des familles vulnérables

FICHE ACTION 10 – A.....p.56
Mettre en place un circuit d'orientation des familles en insertion professionnelle

FICHE ACTION 10 – B.....p.57
Créer une structure innovante dans le centre- ville : mode de garde/ parentalité

FICHE ACTION 10 – C.....p.58
Évaluer l'opportunité d'ouvrir une structure atypique au sein de la nouvelle médiathèque du centre ancien.

FICHE DIAGNOSTIC N°11.....p.59
Le soutien à l'accès aux services et aux droits

FICHE ACTION N°11 – A.....p.61
Accompagner les publics les plus éloignés des nouvelles technologies à l'accès aux services et aux droits

Les fiches actions ont été élaborées sur la base de celles du Schéma Départemental des Services aux Familles des Alpes-maritimes 2016-2019, signé entre l'État, le Conseil Départemental et la CAFAM :
État des lieux

Diagnostic local
Actions

Certaines actions sont à l'état de construction et se formaliseront sur la période de la convention.

Mission 1 :

**Aider les familles
à concilier vie professionnelle,
vie familiale et vie sociale**

FICHE DIAGNOSTIC N°1

La réduction des inégalités territoriales en matière d'accueil du jeune enfant (Accueil Collectif)

Orientation stratégique du SDSF

Contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux de création de 100 000 places d'accueil collectif dont 75% sur les territoires prioritaires.

=> Développer des places **d'accueil collectif** sur les territoires prioritaires et la qualité d'accueil

Engagement Contrat de ville

Réalisation d'accueil collectif et innovant des enfants de moins de 3 ans

Offre existante 2015

7 EAJE municipaux intégrés au CEJ :

Peyrard 60 places,
Blaquière 70 places (dont 20 places conventionnées avec le Centre Hospitalier-horaires atypiques du lundi au vendredi 6h15-22h),
Petit Paris 50 places,
Castel Aroma 32 places,
La Roque 20 places,
La Bastide 16 places,
Crèche Familiale Les Coccinelles 50 places avec 15 assistants maternels

2 EAJE associatifs intégrés au CEJ :

1 multi accueil associatif au LEC « Les Écureuils » 24 places
1 jardin d'enfants associatif au CMI : Les Bengalis 80 places

Les autres structures non intégrées au CEJ :

1 micro-crèche privée 10 places
1 jardin d'enfants associatif Le Mont Ventoux 50 places
2 MAM d'Entreprise : « A Petits Pas » 12 places
« l'lot Doudous » 6 places
1 MAM indépendante Les Petits Poucets 11 places

Indicateurs

Sur la couverture des besoins :

-Nombre de places en accueil collectif existantes : 432 places dans le cadre du CEJ (source PMI)

Optimisation des Eaje et niveau de service attendu (règlementation CAF):

-Taux de facturation (source CAF (heures facturées / heures réalisées) -IMAJE- EAJE synthèse statistiques- objectif : se rapprocher d'un taux à 107 %): **105,2 %** pour la crèche familiale et de **106 % à 122 %** pour les EAJE collectifs. Objectif difficilement atteignable pour les multi accueils recevant des temps partiels en journée ou demi-journée.

-Fourniture des repas et des couches (source Commune – objectif : oui) **oui**

-Prix de revient (source CAF-IMAJE - EAJE synthèse statistiques– objectif : se rapprocher du prix plafond fixé annuellement par la Cnaf) : **10,77€** pour la crèche familiale et de **7,82€ à 10,22€** pour les EAJE collectifs

-Nombre d'enfants inscrits par place (source Caf IMAJE- décisionnel Eaje inscrits- objectif :3

enfants/place) : en moyenne **2,66** pour les structures collectives (de 1,85 à 3,75). Peu de demandes à temps partiel en journée en 2015
-Nombre d'heures-enfant réalisées dans l'année (source CAF-IMAJE-EAJE synthèse statistiques - objectif : 1800h/place): de **1456 à 1910** (moyenne de 1637) pour les EAJE collectifs. Seul un multi accueil présente des chiffres supérieurs à 1800h/place

Diagnostic local

L'offre d'accueil sur la commune est de 302 places agréées en collectif et familial dans les structures municipales et 130 places en structures associatives (jardins d'enfants et Mont Ventoux).

La commune est en zone prioritaire de niveau 3 ce qui signifie que les besoins sont encore à pourvoir. (Taux de couverture de la commune : 39 % (source : classement relatif au fond de rééquilibrage territorial))

Trois maisons d'Assistants Maternelles de 29 places dont deux d'entreprises ainsi qu'une micro-crèche de 10 places complètent l'offre d'accueil. Il y a un projet d'ouverture d'une 4^e MAM au cours de l'année 2017(2 assistantes maternelles pour 8 places), Boulevard Emmanuel Rouquier.

Le remplissage important des structures existantes, dès septembre, entraîne encore des difficultés à répondre aux demandes des familles en cours d'année. En septembre 2014, 216 demandes en attente sont recensées dont 105 pour des enfants de moins d'un an ; en 2015, 171 dossiers dont 76 nourrissons ; en 2016 164 dont 103 bébés.

La majorité des structures collectives accueille des enfants à partir de 1 an.

Trois structures les accueillent à partir de 3 mois à savoir : La Blaquièrre, le Petit Paris et le Peyrard.

Les structures collectives ne répondent pas suffisamment aux besoins des parents des bébés qui ne marchent pas.

Il est important de répondre au mieux au besoin des usagers à l'échelle de l'ensemble des structures, en tenant compte de la spécificité et des contraintes de chacune (pas d'extérieur, espace adapté à l'accueil occasionnel d'enfants, possibilité de petits groupes...) afin de maintenir une qualité de l'accueil.

La possibilité d'accueillir les enfants en contrat régulier sans mensualité serait plus aisée sur des petites structures ou dans les locaux de la crèche familiale.

De ces constats découlent 3 actions :

- Mettre en place un logiciel de gestion des accueils collectifs
- Identifier les besoins ponctuels des familles en mode de garde occasionnel
- Augmenter le nombre de places pour les nourrissons

Ces actions répondent à l'orientation suivante :

« Améliorer de l'offre existante »

FICHE ACTION N°1 – A

Gérer et adapter numériquement l'offre et la demande des accueils collectifs

Description de l'action : À créer

Améliorer la gestion des demandes de places en multi accueil avec l'acquisition d'un logiciel petite enfance portail famille ABELIUM)

-1er entretien individuel au point enfance ou au RAM (à partir du 3ème ou 6ème mois de grossesse, réflexion en cours)

-Réflexion sur la périodicité de confirmation d'inscription sur le portail ou au point enfance

-Le logiciel métier pour les préinscriptions pourra fournir des statistiques (définir les critères) et mieux évaluer les demandes, ce qui permettra aux responsables des structures de mieux s'adapter aux besoins des familles dans la mesure du possible

-Suivi d'une formation « Bonne gestion et qualité de l'accueil » par les responsables en janvier 2017

Pilote(s) de l'action :

CCAS

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

Augmentation d'ETP au point enfance

Partenaires associés à la mise en œuvre :

Mairie de Grasse

Augmentation du temps de travail de 10 %
d'animation RAM

CAF / Ville

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de dossiers en liste d'attente par groupe d'âge à comparer aux années précédentes

Indicateurs qualitatifs :

- Satisfaction des parents à l'aide d'un questionnaire sur l'utilisation de l'outil

- Satisfaction des professionnels

FICHE ACTION N°1 – B

Identifier les besoins ponctuels des familles en mode de garde occasionnel et contrat régulier sans mensualité

Description de l'action : À renforcer

- dossier constitué au point enfance avec demande de justificatifs lors du premier RDV, pour une meilleure connaissance des besoins réels et réajustement en fonction de l'évolution des demandes des familles
- actualisation du livret remis aux familles avec une meilleure définition de l'occasionnel, des places d'urgence
- redéfinition des besoins en régulier mensualisé ou non, occasionnel, situation d'urgence ou particulière
- maintien de la spécificité de chaque structure (accueil en journée ou demie journée, temps partiel...)

Pilote(s) de l'action :

Pôle petite enfance

Moyens mobilisés :
(humains, financiers et techniques)

Partenaires associés à la mise en œuvre :

CAF

Augmentation de la charge de travail au point enfance
Augmentation du temps de travail de 10 % d'une animatrice RAM
PSU / Subvention communale

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de demande par catégorie (régulier, occasionnel, urgence...)

Indicateurs qualitatifs :

- Meilleur taux de facturation sur les multi accueils ayant un agrément inférieur à 35 places

FICHE ACTION N°1 - C

Augmenter le nombre de places pour les nourrissons et l'amplitude horaire lors de la délocalisation du multi accueil de la Roque au Mas du Collet

Description de l'action : À créer

- Déménagement de la structure EAJE « la Roque » au Plan de Grasse en Septembre 2018 avec un élargissement de l'offre aux enfants de moins de 3 ans de 7h30 à 18h30 et une extension de 3 places supplémentaires (soit 23 places au total)
- Nouvelle répartition des groupes avec un service de 6 places pour les nourrissons, qui ne marchent pas

Pilote(s) de l'action

Mairie
CCAS

Moyens mobilisés : (humains, financiers et techniques)

Augmentation du nombre d'agents auprès des enfants

Partenaires associés à la mise en œuvre

CAF

CAF (Fonds Nationaux et Locaux) / Ville
aménagement de l'espace

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre total de places d'accueil collectif créées en fin de CTG
- Taux de couverture des besoins des familles en fin de CTG
- Taux d'occupation de la structure

Indicateurs qualitatifs :

- Satisfaction des familles en rapport avec l'offre et l'augmentation de l'amplitude horaire

FICHE DIAGNOSTIC N°2

La réduction des inégalités territoriales en matière d'accueil du jeune enfant (Accueil Individuel)

Orientation stratégique

Contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux de création de 100.000 places d'accueil collectif, dont 75% sur les territoires prioritaires.

=> Développer des places d'**accueil individuel** sur les territoires prioritaires et travailler sur l'attractivité de l'offre de garde des assistants maternels et la valorisation de la profession assistant maternel.

Engagement Contrat de ville

Offre existante 2015

204 Assistantes maternelles agréées dont 193 fréquentent le RAM

1 Relais Assistants Maternels avec 1,5 ETP d'animation

Indicateurs

Sur la couverture des besoins :

-Taux d'activité des assistants maternels (source IMAJE, bilan RAM): **94,3 %**

Nombre d'A.M.A agréées sur le territoire (source PMI, évaluation PEPS- objectif : se rapprocher de la moyenne départementale : **204**

-Taux d'occupation des places (source CAF : Nbre d'enfants bénéficiaires de PAJE CMG AMA/ source PMI : Nbre de places chez les AMA, évaluation PEPS - objectif : se rapprocher de la moyenne départementale): **78,5 %**

-Nombre d'assistants maternels actifs : **184**

-Nombre de gardes à domicile fréquentant le RAM : **5**

-Nombre d'assistants maternels agréés CD06 : **204**

-Nombre de réunions « devenir parent » Caf : **10** réunions organisées sur le centre CAF de Cannes qui ont touchées **15** familles grassoises.

-Nombre de réunion info métier assistant maternel CD06 : **3**

Diagnostic local

En 2015, la ville compte 204 Assistants Maternels agréés (tendance à la baisse). Le Relais Assistants maternels se développe : 193 assistants maternels sur 204 utilisent ce service soit 96 %. Le nombre d'ETP d'animation est ainsi passé de 1 à 1,5 en 2015, avec une prévision à 1,8 en 2016.

Chaque semaine, le RAM tient des permanences au Point enfance afin de rencontrer les parents et leur fournir une information individuelle sur les différents modes de garde proposés sur le territoire. Cette permanence permet de mieux répondre aux familles en matière d'offres et de services d'accueil individuel. La demande des parents est majoritairement pour un accueil en structure collective, pour

des raisons souvent financières (essentiellement pour les besoins en 4 ou 5 jours) ou personnelles (manque de confiance...).

Pour l'accueil des bébés, il semble que l'offre en collectif soit insuffisante alors que l'offre chez les assistants maternels serait sous utilisée. Un travail en étroite collaboration RAM / Coordination petite enfance pour une meilleure connaissance des besoins des familles et une meilleure orientation est nécessaire.

De ces constats découlent 1 action :

**Mettre en place des informations collectives sur les différents modes de garde
en partenariat avec l'offre allocataires CAF**

Cette action répond à l'orientation suivante :

« Améliorer de l'offre existante »

FICHE ACTION 2 – A

Mettre en place des informations collectives sur les différents modes de garde en partenariat avec l'offre allocataires CAF

Description de l'action : À créer

Organiser périodiquement au Point Enfance des réunions collectives d'information « devenir parents » en lien avec l'offre allocataires CAF : le choix du mode de garde, les démarches administratives à effectuer (CAF, CPAM, employeur...), les aides lors du congé parental, la préparation du foyer pour l'arrivée de l'enfant.

Ces actions collectives permettent de donner une information générale aux futurs parents et de proposer ensuite des rendez-vous individuels avec le point enfance si besoin. Cela permet aux familles de faire le choix le plus adapté à leur besoin.

Pilote(s) de l'action	Moyens mobilisés : (humains, financiers et techniques)
CAF CCAS /RAM	TS CAF offre allocataires Personnels CCAS, PMI, CPAM
Partenaires associés à la mise en œuvre	Utilisation enveloppe convivialité Mise à disposition d'un local
PMI CPAM	

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de réunions dans l'année
- Nombre de participants dans l'année

Indicateurs qualitatifs :

- Questionnaire de satisfaction partenaires et familles

FICHE DIAGNOSTIC N°3

La réduction des inégalités territoriales en matière d'accueil de loisirs

Orientation stratégique du SDSF

=> Développer des places en accueil collectif de mineurs sur les territoires prioritaires.

=> Optimiser la fréquentation des accueils de loisirs existants

Engagement Contrat de ville

Amener les enfants des QPV à fréquenter les accueils de loisirs

Offre existante 2015

14 accueils de loisirs collectifs pour les 3-17 ans péri et extra scolaire dont 1 accueil adolescents service jeunesse Municipal et séjours vacances + de 6 ans

1 accueil de loisirs associatif 3 à 12 ans – Art et Education – Saint Antoine et St Jacques

1 accueil de loisirs associatif 6 à 17 ans – HARJES – Centre ancien

1 accueil de loisirs associatif 3 à 17 ans – La fermette de plascassier - Plascassier

1 accueil de loisirs associatif 3 à 17 ans – LEA :Loisirs Education Art - Le Plan

2 accueils de loisirs associatifs 3 à 12 ans et des séjours de vacances pour les + de 6 ans – LEC : Loisirs Education Culture – Les Aspres et Magagnosc

1 accueil de loisirs associatif 6 à 11 ans et des séjours de vacances pour les + 6 ans – Planète Science Méditerranée – Nord de Grasse sur le plateau Roquevignon

Ski scolaire élèves de CM2 - fêtes de fin d'année

Nouveaux rythmes scolaires en classe maternelles et élémentaires

Indicateur :

Nombre d'accueils de loisirs péri-scolaires sur le territoire au regard du nombre de bénéficiaires potentiels

Diagnostic local

L'offre de loisirs pour les 8465 enfants âgés de 3 à 17 ans est variée par la diversité des opérateurs (un service municipal et 6 opérateurs associatifs). L'accessibilité est facilitée du fait des tarifs dégressifs.

La fréquentation des accueils de loisirs des 3-11 ans est en baisse depuis la mise en place des nouveaux rythmes éducatif (école le mercredi matin). Elle est d'environ 80 % sur l'ensemble du territoire et passe à moins de 50 % sur les Quartiers Prioritaires de la Ville. La tarification des nouveaux temps d'accueil périscolaire mise en place en septembre 2015 a accentué cette baisse. Les offres de loisirs traditionnelles pour les 12-16 ans, ne semblent plus répondre aux attentes des familles, particulièrement les jeunes qui fonctionnent davantage en mode de consommation. Parallèlement, on observe une vulnérabilité des enfants de cette tranche d'âge d'après le diagnostic du contrat de ville réalisé par le cabinet COMPAS.

Depuis le décret Peillon sur la mise en place des rythmes éducatifs, les associations sportives et

culturelles ont dû se réorganiser pour accueillir les enfants le mercredi après midi et sur le temps périscolaire. Des mini-stages sont de plus en plus proposés pendant les vacances.

La coordination CEJ impulse une dynamique de partenariat étroit entre les opérateurs et organise la complémentarité des actions. Néanmoins, il semble que les parents ne se sont pas saisis de cette offre et n'ont pas encore pris conscience de l'intérêt éducatif d'une inscription en centre de loisirs. Ce constat est encore plus important dans les QPV.

Une démarche pilotée par la CAF et DDCS est actuellement en cours sur les Accueils Collectifs des Mineurs « Dynamique Azuréeenne » pour valoriser et renforcer les enjeux éducatifs de ce secteur et ses acteurs.

Pour les pré-ados de la commune, il manque un lieu d'accueil identifié et mutualisé.

L'image dégradée du centre-ville ne favorise, ni son appropriation par les jeunes habitants, ni sa fréquentation par les jeunes des quartiers périphériques. De plus, la configuration géographique des différents quartiers induit une identité propre à chaque territoire qui nécessite une réflexion commune afin de répondre à l'offre de loisirs des adolescents.

De ces constats découlent 3 actions :

- Favoriser l'accès aux structures de loisirs par la mobilisation et accompagnement des familles vers les structures de droit commun
- Créer un espace de loisirs mutualisé pour les jeunes de la commune
- Mettre en place une équipe mutualisée et renforcée pour l'offre de loisirs ado

Ces actions répondent à l'orientation suivante :

« Améliorer de l'offre existante »

FICHE ACTION N°3 - A

Favoriser l'accès aux structures de loisirs par la mobilisation et l'accompagnement des familles (enfants et parents) vers les structures du droit commun.

Description de l'action : À renforcer

Se saisir des différents intervenants existants sur le territoire (ERIC, médiateur, référent de quartier, éducateurs de rue, associations...) pour accompagner les familles vers les différentes structures de loisirs du territoire et travailler sur la parentalité afin de leur faire comprendre le sens et l'intérêt d'inscrire les enfants dans les accueils de loisirs.

Mettre l'accent sur les moyens de communication, plaquettes, coût réel pour les parents...

Pilote(s) de l'action

Mairie : Service jeunesse CLSPD

Partenaires associés à la mise en œuvre

CAPG : service solidarité
La GUP
les ERIC
centre social HARJES
association d'une rive à l'autre
le secours catholique
ADSEA
CAF

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

Mise à disposition de personnels
Prestations de service CAF, Subventions nationales et locales CAF
Subvention ville
Questionnaires élaborés par le groupe « CLSPD »
Communication sur le coût pour les parents

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Taux d'évolution du nombre d'actes ouvrant droit à la prestation de service ACM (comparer les données à chaque COPIL CEJ)
- Nombre d'enfants non inscrits en ALSH par rapport aux nombres d'enfants inscrits dans les écoles

Indicateurs qualitatifs :

- Assiduité de la fréquentation des jeunes
- Satisfaction des parents et des jeunes

FICHE ACTION N°3 - B

Créer un espace mutualisé de loisirs pour les jeunes en périphérie du centre ancien

Description de l'action : À créer

Rechercher un lieu adapté, relativement central, en périphérie du centre historique, accessible aux jeunes et attractif.

Créer un espace d'information, de soutien aux initiatives, de loisirs collectifs, éducatif, ouvert durant le temps libre des jeunes : du lundi au vendredi 16h -20h, le samedi 13h -20h et durant toutes les vacances scolaires 9h- 20h.

Mettre en commun des compétences pour la co-construction de l'offre de loisirs adaptée à la tranche 11- 17 ans.

Pilote(s) de l'action

Mairie, Service jeunesse et Coordinateur CEJ Jeunesse

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

Prestations de service CAF,
Subventions nationales et locales CAF
Subvention ville

Partenaires associés à la mise en œuvre

Associations œuvrant dans le domaine de la jeunesse, ADSEA, CAF, centre social, etc

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Réalisation de l'espace sur la période de conventionnement
- Nombre de jeunes inscrits sur l'espace

Indicateurs qualitatifs :

- Taux de fréquentation des jeunes
- Régularité de la fréquentation de l'espace
- Mixité du public : quartier de provenance, sexe

FICHE ACTION N°3 - C

Mettre en place une équipe mutualisée et renforcée pour l'offre de loisirs ados sur l'ensemble du territoire

Description de l'action : À renforcer

Questionner le besoin en loisirs des jeunes ados de la commune

Favoriser une meilleure information et communication en matière de loisirs adolescents sur leur lieu d'habitation.

Développer le partenariat avec les associations de quartier par la mutualisation des moyens.

Pilote(s) de l'action

Mairie, Service jeunesse

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

Prestations de service CAF,

Partenaires associés à la mise en œuvre

ERIC, mairies annexes

CAPG : service solidarité

Associations œuvrant dans le domaine de la jeunesse, ADSEA, CAF, etc.

Subventions nationales et locales CAF

Subvention ville

Communication par le biais des ERIC, mairies annexes

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de jeunes interrogés
- Nombre de partenaires engagés

Indicateurs qualitatifs :

- Mesurer la connaissance des informations sur la commune

FICHE DIAGNOSTIC N°4 Enfance

La mise en œuvre d'une offre de service pour l'accueil et l'accès aux loisirs correspondant aux besoins spécifiques des enfants porteurs de handicaps

Orientation stratégique du SDSF

Répondre aux besoins spécifiques des familles, en particulier l'accès des enfants en situation de handicap.

=> Structurer une offre de service à l'échelle du département pour l'accueil des jeunes enfants handicapés.

Engagement Contrat de ville :

Offre existante 2015

Les enfants porteurs de handicap sont accueillis dans les différents centres de loisirs

Indicateurs

Sur la couverture des besoins

-Nombre d'enfants 0-6 ans bénéficiaires d'AEEH sur le territoire (source IMAJE indicateur 01-02-02-02) : **32**

-Nombre d'enfants bénéficiaires d'AEEH accueillis en EAJE : **4**

-Nombre d'enfants ayant un suivi avec un service de soins : CAMSP et autre (source territoire-coordinatrice PE) : **8**

Diagnostic local

Les structures petite enfance de la commune accueillent les enfants en situations de handicap. Une attention particulière leur est portée grâce à la mise en place d'un travail en réseau avec le CAMSP de Grasse :

- présentation des dossiers par le pédiatre du centre de soin pour être au plus près des besoins de l'enfant et de sa famille (choix de la structure, choix du groupe , nécessité de la présence d'une infirmière ou puéricultrice si PAI, choix de la référente).
- visite médicale d'admission avec le médecin de la crèche.
- élaboration d'un PAI (Projet d'Accueil Individualisé) ou PAP (Projet d'Accueil Personnalisé) avec le partenaire, la famille et le responsable du multi accueil, afin d'évaluer les besoins de l'accueil et les objectifs de chacun.

La coordinatrice reçoit les familles sur rendez-vous pour les situations particulières (suivi CAMSP, PMI).

Toutefois, de réelles difficultés sont rencontrées par les équipes, qui ne sont ni formées ni préparées à ces situations (découverte du handicap à la crèche, période de l'annonce du diagnostic à la famille). Le multi accueil est un lieu de « prendre soin » permettant l'accompagnement de l'enfant et sa famille et non de soins spécifiques.

Un travail transversal avec les responsables et les éducatrices est envisagé en 2017 autour d'ateliers animés par la psychologue pour:

- repenser l'accueil de l'enfant en amont,
- soutenir les équipes,
- les aider à appréhender la famille dans ses difficultés,
- développer leur capacité d'observation des enfants afin de mieux répondre à leurs besoins spécifiques,
- organiser une rencontre avec l'équipe qui prendra le relais auprès de l'enfant à sa sortie de l'établissement d'accueil.

Les ATSEM des écoles maternelles de la commune font état de difficulté d'accompagnement de certains enfants pour lesquels ils ne sont pas formés. Ce constat est entendu par la commune qui souhaite développer des actions de formation dès la rentrée prochaine.

Un financement CNAF (Fonds Publics et Territoires) est à envisager pour soutenir l'accueil spécifique des enfants en situation de handicap dans les EAJE de la commune.

Une passerelle entre la sortie de la crèche et l'entrée en maternelle devient indispensable pour garantir la continuité de la prise en charge de ces enfants et de l'accompagnement des familles.

De ces constats découlent 1 action :

Mettre en place des ateliers de sensibilisation aux différents handicaps pour les personnels EAJE

Cette action répond à l'orientation suivante :

« Améliorer de l'offre existante »

FICHE ACTION N°4 – Enfance

Mettre en place des ateliers de sensibilisation à l'accueil de l'enfant en situation de handicaps pour le personnel des EAJE

Description de l'action : À créer

Développer un travail de réseau en interne et avec les différents partenaires (CAMSP, PMI) pour accompagner les équipes dans l'accueil des enfants en situation particulière (social, handicap)

Sensibiliser toutes les équipes puisqu'il s'agit d'une préoccupation collective

Faire appel aux formations CNFPT

Participer au réseau Handicap petite enfance animé par la CAF

Mettre en place des liens avec l'école maternelle, lors des sorties de crèche

Pilote(s) de l'action :

CCAS – Service petite enfance,

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

Fonds Publics et Territoires Cnaf

Partenaires associés à la mise en œuvre :

CAF – MDPH- PMI- Education Nationale,
service jeunesse de la ville

Réseau

VACAF

Subvention ville

Indicateurs d'évaluation**Indicateurs quantitatifs :**

- Nombre de personnes participant au réseau handicap
- Nombre d'agents référents formés

Indicateurs qualitatifs :

- Evolution des repérages
- Amélioration de la qualité d'accueil de l'enfant en situation de handicap
- Satisfaction du personnel sur la mise en place des ateliers et l'accompagnement proposé
- Signature de la charte sur l'accueil des jeunes enfants handicapés

FICHE DIAGNOSTIC N°4 jeunesse

La mise en œuvre d'une offre de service pour l'accueil et l'accès aux loisirs correspondant aux besoins spécifiques des enfants porteurs de handicaps

Orientation stratégique du SDSF

Répondre aux besoins spécifiques des familles, en particulier l'accès des enfants en situation de handicap.

=> Structurer une offre de service à l'échelle du département pour l'accueil des jeunes enfants handicapés.

Engagement Contrat de ville

Offre existante 2015

En 2015, on dénombrait 32 enfants entre 0 et 6 ans qui bénéficiaient de l'AEEH, et 171 enfants entre 7 et 18 ans. (source IMAJE indicateur 01-02-02-02 et source CAF BCA)

Indicateurs

- Nombre d'enfants bénéficiaires d'une AVS (source MDPH)
- Nombre d'enfants grasseois inscrits en section ULIS et SEGPA
- Nombre d'enfants grasseois inscrits dans les deux CLIS

Diagnostic local

Les accueils de loisirs proposés par le service jeunesse de la commune de Grasse proposent un accueil aux enfants porteurs de handicaps de la commune (y compris les enfants inscrits dans les établissements spécialisés) le mercredi, pendant les vacances scolaires et depuis la rentrée scolaire 2014 pendant les Temps d'Accueil Périscolaires. Néanmoins, la ville de Grasse n'a pas encore signé la charte sur l'accueil des jeunes enfants handicapés, elle souhaite la signer prochainement.

Depuis la mise en place des nouveaux rythmes scolaires, la fréquentation des enfants porteurs de handicap est en hausse. Ces derniers sont inscrits sur les TAP et doivent s'adapter à un autre fonctionnement institutionnel (changement de lieux, d'accompagnant, de camarades, de règles...) ce qui fragilise les équipes et les enfants.

De plus, les ALSH assurent la continuité de l'accueil de ces enfants sur le temps des vacances scolaires lors de la fermeture annuelle des structures spécialisées.

En 2016, une demande de Fonds Publics et Territoires a été sollicitée pour renforcer l'effectif et former les animateurs à l'accueil de ce public. Ce financement n'a pas été obtenu par manque d'enveloppe nationale. Le besoin en formation du personnel et un accroissement de l'effectif demeure.

De ces constats découlent 3 actions :

- **Former les accompagnants (animateurs) par le Groupe d'Appui Départemental (GAD)**
- **Participer à un réseau Handicap petite enfance et jeunesse animé par la CAF**
- **Proposer une information collective sur le dispositif VACAF**

Ces actions répondent à l'orientation suivante :

« Améliorer de l'offre existante »

FICHE ACTION N°4 - A jeunesse

Former des accompagnants (animateurs) par le Groupe d'Appui Départemental (GAD)

Description de l'action : À renforcer

Soutenir les actions en direction des enfants porteurs de handicap par la mobilisation du GAD afin de renforcer les équipes d'animation pour un meilleur suivi des enfants porteurs de handicap.

La formation GAD est en cours pour le personnel accueillant des ALSH.

Pilote(s) de l'action :

Mairie – Service Jeunesse,

**Moyens mobilisés :
(humains, financiers et techniques)**

Fonds Publics et Territoires Cnaf

Partenaires associés à la mise en œuvre :

CAF

MDPH

PMI

DDCS Jeunesse et sport

Réseau

Subvention ville

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre d'agents formés au GAD
- Nombre de personnes participant au réseau handicap
- Nombre d'agents référents formés
- Nombre d'enfants bénéficiaires d'AEEH accueillis en ALSH (source territoire ?)

Indicateurs qualitatifs :

- Signature de la charte sur l'accueil des jeunes enfants handicapés
- Amélioration des conditions d'accueil de l'enfant porteur de handicap
- Identification d'un référent

FICHE ACTION N°4 - B Jeunesse

Participer à un réseau Handicap jeunesse animé par la CAF

Description de l'action : À créer

La CAF envisage de créer deux réseaux locaux Handicap (petite enfance et jeunesse) afin de soutenir les différents professionnels sur cette thématique. Ces réseaux permettront d'échanger, de partager et de s'enrichir des expériences de chacun. Ils constitueront des lieux ressources pour les professionnels et un observatoire départemental de la prise en charge des enfants porteurs de handicap.

Pilote(s) de l'action

CAF

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

Partenaires associés à la mise en œuvre

Service jeunesse mairie
CCAS
MDPH
PMI
DDCS Jeunesse et sport

Mise à disposition de personnels

Indicateurs d'évaluation**Indicateurs quantitatifs :**

- Nombre de rencontres
- Nombre de professionnels participant aux réseaux

Indicateurs qualitatifs :

- Signature de la charte sur l'accueil des jeunes enfants handicapés
- Mise en place de référent handicaps
- Evolution des conditions d'accueil

FICHE ACTION N°4 - C Jeunesse

Proposer une information collective sur le dispositif VACAF aux partenaires et accompagner les familles vers l'accès aux loisirs

Description de l'action : À créer

Les parents d'enfants porteurs de handicap ne s'octroient souvent pas le droit de sortir du contexte familial. La CAF peut proposer une information collective pour les départs en famille en maison familiale aux personnels des structures afin qu'ils orientent les parents .

Les TS CAF peuvent également soutenir les parents dans leurs démarches de départ en famille ou de départ en vacances de leurs enfants en les informant, notamment sur les dispositifs VACAF et AVE. Possibilité de bénéficier d'un accompagnement privilégié dans des structures labellisées.

Pilote(s) de l'action

CAF

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

Partenaires associés à la mise en œuvre

Service jeunesse mairie
Associations liées à la jeunesse et ou à l'enfance
CCAS Petite Enfance
Chalet de val de Blore

Fonds Publics et Territoires Cnaf
Réseau
VACAF

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de familles bénéficiaires
- Nombre d'enfants bénéficiaires
- Nombre de départs accompagnés ou non

Indicateurs qualitatifs :

- Questionnaire de satisfaction sur l'offre de séjours

FICHE DIAGNOSTIC N°5

La mise en œuvre d'une offre de service loisirs vacances en faveur de l'autonomie des jeunes

Orientation stratégique

Contribuer à une offre enfance/ jeunesse adaptée aux besoins des familles.

=> Favoriser l'autonomie des jeunes

Engagement Contrat de ville

Offre existante 2015

Soutien des associations dans l'accompagnement des 1^{ers} départs en vacances autonome des jeunes (opération Sac Ados)

Aide à la méthodologie de projets Conseil consultatif des jeunes

Aide à la réalisation de projets jeunes Cité Rêves

VVV Appui par le service Politique de la ville d'actions pour les 11-18 ans durant les vacances scolaires : 7 actions

Animation de rue autour du « City Stade » du quartier de la gare

Atelier de réalisation d'un film collectif

Embellissement d'un local associatif au cœur du quartier prioritaire Politique de la Ville « les fleurs de Grasse »

Actions éducatives multi médias, à destination des jeunes sous main de justice des Alpes Maritimes

Fresque murale et peinture de leurs chambres par des jeunes placés au foyer de Grasse et de Nice

Initiation au Taekwondo dans le quartier des mineurs de la Maison d'arrêt de Grasse

Soutien au Foyer de Jeunes Travailleurs.

Indicateurs

-Nombre de bénéficiaires « Sac Ados » : **0**

-Nombre total de projets financés au titre de VVV : **7**

-Nombre de bénéficiaires de la formation BAFA : **36**

-Montant versé au titre de la Ps Fjt : **45 952€**

Diagnostic local

Pendant les vacances scolaires, le service jeunesse met en place des chantiers de jeunes qui sont présentés directement au sein des collèges. Ils permettent aux jeunes grassois de sortir de la commune et de développer leur prise d'autonomie.

Il est constaté que le dispositif Sac Ados n'est plus utilisé sur la commune.

la CAF propose une information Sac Ados sur l'Ouest du département auprès des différents opérateurs émergeant sur le public jeune (médiateurs de Montjoye qui interviennent aux abords des lycées, service jeunesse de la ville de Grasse, FJT de Grasse, Mission Locale, Foyer Socio-éducatif

des lycées, éducateur du Centre social, éducateurs du service ADSEA,...).

Suite à son diagnostic de territoire du centre ancien, le Centre Social Harjès souhaiterait se positionner sur la mise en place d'un Espace jeunes citoyens.

La commune ne dispose pas de lieu ressources pour les jeunes tel qu'un Point d'information Jeunes. Des animations ponctuelles relatives à la santé des jeunes sont déployées en itinérance par le bus prévention du département. Des informations sur des dispositifs tels que « Cités Rêves » se trouvent dans le magazine grassois « le Kiosque » et relayées par le service jeunesse.

De ces constats découle 1 fiche action :

Développer un Point d'information jeunes itinérant

Cette action répond à l'orientation suivante :

« Améliorer de l'offre existante »

FICHE ACTION N°5 Jeunesse

Développer un point d'informations pour la jeunesse

Description de l'action : À créer

Diffuser régulièrement l'information aux ERIC de la commune : relais d'informations générales ;
Les animatrices ERIC auront pour mission de relayer l'information auprès des jeunes

Pilote(s) de l'action :

service jeunesse mairie

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

mise à disposition des 4 animatrices multi média

Partenaires associés à la mise en œuvre :

partenaires associatifs et institutionnels

mise à disposition des 4 locaux ERIC

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre d'informations données
- Nombre de jeunes accueillis

Indicateurs qualitatifs :

- Satisfaction des jeunes

Mission 2 :

**Soutenir la fonction parentale
et
faciliter les relations
parents-enfants**

FICHE DIAGNOSTIC N°6

Le développement des dispositifs de soutien à la parentalité

Orientation stratégique

Réduire les inégalités d'accès aux services de soutien à la parentalité .

=> Développer et structurer les actions et services à partir des besoins identifiés dans le département et des objectifs nationaux

Engagement Contrat de ville

Offre existante 2015

1 LAEP associatif Les Pitchounets situé au centre -ville (intégré au CEJ)

1 LAEP O Bastidou situé aux 4 chemins Maison de la Petite Enfance - Quartier St claud (intégré au CEJ)

Ateliers thématiques proposés aux familles dont les enfants fréquentent les EAJE de la commune.

Ludothèque Animations sur place et interventions extérieures (5j/s) (intégré au CEJ)

1 Service de Médiation familiale pour faciliter la résolution de conflits familiaux dans l'intérêt de l'enfant.

Actions financées dans le cadre du Réseau Parent 06 pour les projets de soutien à la Parentalité :

Groupe de parents LEA au Plan de Grasse, relais enfants-parents d'HARJES avec les pères incarcérés, association Familles arc-en-ciel, Chemin dessens et l'atelier du 06

Réseau Local Parentalité sur l'Ouest (Cannes - Grasse)

Dispositif CLAS enfants des écoles du centre historique et du quartier Saint Claude

Dispositif PRE - Accompagnement des familles pour la réussite éducative de leur enfant, les parcours proposés visent à surmonter les obstacles sociaux, psychologiques qui s'opposent à la réussite éducative et scolaire du jeune dans une approche globale.

Le centre social Harjès s'inscrit pleinement dans cette mission à travers son personnel, référent famille et les actions proposées.

Indicateurs

-Taux de couverture des LAEP

-Nombre de structures participant au réseau local

-Taux d'occupation des LAEP

Diagnostic local

Les LAEP sont des espaces de rencontre ouvert à tous, ils sont gratuits et anonymes.

Le LAEP Les Pitchounets du centre-ville fonctionne les lundis matins pour les enfants de moins de 1 an et les vendredis après midi tous les 15 jours pour les autres. Il fonctionne également tous les lundis après midi aux Fleurs de Grasse.

Les besoins des familles du centre-ville en LAEP ne semblent pas totalement couverts du fait de ces

ouvertures restreintes. Il serait opportun d'étudier l'élargissement des horaires d'ouverture de ce LAEP.

Le LAEP O Bastidou du quartier St Claude accueille les parents et leurs enfants 3 demi-journées par semaine. Des ateliers trimestriels supplémentaires sont organisés par le RAM pour les parents fréquentant le LAEP sur différentes thématiques tels que la fratrie, l'acquisition de la propreté, la motricité libre, l'opposition, le sommeil... Ils permettent aux parents d'échanger sur leurs difficultés et de trouver une écoute.

Les responsables des EAJE proposent des réunions thématiques au sein de leur structure, plusieurs fois dans l'année. Elles sont destinées aux parents des enfants accueillis dans chaque structure multi accueil, animées par la psychologue et/ou l'équipe pédagogique. Ces réunions constituent un temps d'échange pour les parents sur des thèmes tels que la période d'opposition, l'entrée à l'école... Des ateliers parents-enfants sont aussi proposés aux familles avec leur participation (chansons, cuisine, danse, peinture,...)

Le personnel de direction des structures petite enfance a suivi une formation sur « les enjeux de la place des parents dans les structures » et « Entre rythmes collectifs et individuels ».

Le dispositif CLAS existe depuis plusieurs années sur l'un des territoires politique de la ville (grand centre) mené par l'association HARJES qui a mis en place des groupes d'expression parents autour de différents thématique.

Le quartier des Fleurs de Grasse relève les mêmes problématiques et mettra en place avec l'association LEA un CLAS pour 30 enfants d'élémentaires dès la rentrée scolaire 2017.

Les familles dont les enfants sont inscrits au Programme de Réussite Éducative peuvent bénéficier d'un accompagnement à la parentalité. La CESF et la psychologue de l'association HARJES rencontrent ces familles afin de proposer des actions d'aide à la parentalité le cas échéant (orientation groupe de parents HARJES, psychologue, SFP...).

Le Centre Social Harjès est missionné pour reprendre les rencontres du Réseau Local Parentalité Il est désormais animé par le Référent famille du CS.

Ce réseau concerne le secteur Ouest du département (Communautés d'agglomérations : Pays de Lérins et Pays de Grasse) et regroupe les acteurs œuvrant dans le champ de la parentalité.

Il permet à l'ensemble des acteurs du territoire de se rencontrer, se connaître, échanger sur leurs projets, partager leurs expériences, leurs difficultés, et de créer des partenariats pour mieux informer les familles sur l'ensemble des actions existantes.

Les Travailleurs sociaux CAF du volet allocataires contribuent au repérage des besoins sociaux des allocataires et du niveau d'adéquation des réponses sur leur bassin de vie, à partir de situations individuelles rencontrées. Ils mettent en œuvre une offre de service à l'allocataire sur le territoire, sur la base d'un diagnostic de besoins et principalement en action d'informations ou d'accompagnements collectifs en concertation avec les travailleurs sociaux du volet territoire et les acteurs locaux.

L'Atelier Santé Ville coordonnera comme chaque année, la Semaine d'Information sur la Santé Mentale, prévue en mars 2018 et qui aura pour thème : « Santé mentale : parentalité et enfance ». Elle sera l'occasion de conforter les transversalités entre les champs de l'enfance, de la parentalité, de la santé mentale et les différents réseaux d'acteurs, de mettre en lumière les actions existantes,

et proposer si besoin des actions spécifiques.

De ces constats découlent 4 actions Enfance - Jeunesse :

- **Promouvoir les différentes offres de service de la CAF au travers des actions collectives sur la séparation, l'aide à domicile, grossesse, changement de situation, reprise d'un emploi suite à un congé parental, VACAF (AVE)**
 - Reprise et continuité du SFP, formation d'intervenants locaux qui pourront dupliquer l'action.
 - Action de parentalité à renforcer auprès des parents d'enfants scolarisés en maternelle.
- **Mettre en place des ateliers auprès des enfants puis des parents sur le groupe scolaire Crabalona des Fleurs de Grasse PRE (maternelle + CP)**

Ces actions répondent à l'orientation suivante :

« Développer les actions en matière de soutien à la parentalité »

FICHE ACTION N°6 A

Promouvoir les différentes offres de service de la CAF
au travers des actions individuelles ou collectives
sur la séparation, l'aide à domicile, grossesse, changement de situation, reprise d'un emploi suite
à un congé parental, VACAF (AVE)

Description de l'action : À renforcer

Mettre en place des réunions d'informations collectives autour des thématiques :

- Devenir parents, avec le point enfance
- Séparation, avec les services de médiation familiale, CIDFF au sein de structures à déterminer, auprès de professionnels, personnel des crèches par exemple et du public
- Vacances, avec les accueils de loisirs et les associations

Adapter un outil de communication pour les professionnels et le public (un flyer local)

Repérer par les professionnels de la petite enfance, des allocataires vulnérables (arrivée d'un enfant, changement de situation, aide à domicile, reprise d'un emploi après un congé parental) pour une orientation et un accueil individualisé des TS CAF dans les lieux de permanence (centre social Harjès, centre CAF de Cannes, Antibes).

Pilote(s) de l'action :

CAF

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

Mise à disposition de personnel : TS CAF offre
allocataires, personnel mairie

Partenaires associés à la mise en œuvre :

CCAS Petite enfance, mairie service jeunesse

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de ménages orientés
- Nombre de réunions organisées

Indicateurs qualitatifs :

- Questionnaire de satisfaction

FICHE ACTION N°6 B - Enfance

Mettre en place des ateliers auprès des enfants du groupe scolaire Crabalona des Fleurs de Grasse PRE (maternelle + CP)

Description de l'action à créer :

Développer des ateliers de vocabulaire pour les élèves de moyenne section de maternelle et des ateliers de lecture pour les élèves de CP dans le cadre du PRE (février 2017).

Faire intervenir de 2 animatrices tous les lundis et jeudi de 15h 15 à 16h30 au sein de l'école élémentaire, de 15h45 à 16h30 à l'école maternelle.

L'équipe enseignante repère les enfants et envoie la liste à la CESF du PRE qui reçoit les familles, évalue les besoins et fait signer un contrat d'engagement aux parents concernés.(suivi individuel)

Pilote(s) de l'action :

Mairie de Grasse (équipe PRE, service jeunesse),

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

Financement PRE

Partenaires associés à la mise en œuvre :

LEA, Éducation Nationale, CAPG : service solidarité

Mise à disposition du personnel

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de parents orientés vers des dispositifs de soutien à la parentalité
- Évaluations hebdomadaires, bilans
- Assiduité
- Nombre d'enfants pressentis réellement présents aux ateliers

Indicateurs qualitatifs :

- Appréciation du directeur de l'école sur le comportement et l'évolution des enfants
- Sondage/questionnaire

FICHE ACTION N°6 C Enfance

Mettre en place des rencontres pour les parents d'élèves du groupe scolaire Crabalona des Fleurs de Grasse

Description de l'action : à développer

Organiser des rencontres avec les parents sous forme de groupe de parole ou de réunion d'information à thèmes, tous les deux mois.

Pilote(s) de l'action :

Mairie de Grasse (PRE)

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

Partenaires associés à la mise en œuvre :

LEA, Education Nationale, service jeunesse,
CAPG : service solidarité

Financement PRE

Mise à disposition du personnel

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de parents orientés vers des dispositifs de soutien à la parentalité
- Nombre de pères et mères touchés
- Nombre de partenaires associés et mobilisés
- Bilans

Indicateurs qualitatifs :

- Participation et intérêt des parents
- Questionnaire

FICHE ACTION N°6 A Jeunesse

Reprendre et maintenir le programme de Soutien aux Familles et à la Parentalité (SFP)

Description de l'action : à maintenir

Le programme SFP proposé par le service jeunesse de la ville de Grasse est un « programme de soutien aux familles » destiné aux familles avec enfants de 6 à 11 ans. Il se présente sous forme d'interventions structurées qui aident les parents à faire face au développement de leurs enfants, par le biais du renforcement de leurs compétences, tout en promouvant une parentalité positive.

Les 14 séances du « groupe parents » s'appuient sur les compétences des parents, d'une manière interactive le groupe va échanger sur l'attention « positive » à prioriser au regard de la relation avec l'enfant. Les animateurs vont amener les parents à réfléchir sur des schémas éducatifs en partant de leurs expériences. Les séances du « groupe famille » vont permettre de mettre en pratique les notions développées dans les groupes avec l'aide des autres parents et la guidance des animateurs.

Pilote(s) de l'action :

Mairie, service jeunesse

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

Subvention REAAP

Partenaires associés à la mise en œuvre :

Associations Harjès, Art et Éducation

Mise à disposition de personnel

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de familles, d'enfants et de parents touchés

Indicateurs qualitatifs :

- Modifications positive des comportements parentaux auprès de leurs enfants et des professionnels.

FICHE ACTION N°6 B Jeunesse

Développer des actions de parentalité auprès des parents d'enfants scolarisés en maternelle

Description de l'action : à renforcer

SFP 3- 5 ans

adapter le programme existant aux familles ayant des enfants de 3 à 5 ans

Pilote(s) de l'action :

Mairie service Jeunesse

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

ARS demandé

Partenaires associés à la mise en œuvre :

Associations

Ville

REAAP

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de familles, d'enfants et de parents touchés

Indicateurs qualitatifs :

- Modifications positive des comportements parentaux auprès de leurs enfants et des professionnels.

FICHE DIAGNOSTIC N°7

Le développement des dispositifs de soutien à la parentalité : décrochage et absentéisme scolaire

Orientation stratégique du SDSF

Réduire les inégalités d'accès aux services de soutien à la parentalité .

=> Développer et formaliser le partenariat sur la prévention de l'absentéisme scolaire.

Rappel des Engagements Contrat de ville

Prise en charge des élèves temporairement exclus et élèves décrocheurs

Offre existante 2015

prise en charge des élèves temporairement exclus dans le cadre du PRE

Accompagnement individuel des familles pour la réussite éducative de leur enfant (jeunes en difficulté scolaire) PRE

Existence d'une classe relais portée par l'éducation Nationale pour les enfants du collège ayant un problème de comportement et /ou des résultats médiocres.

Indicateurs

Nombre de parents orientés vers des dispositifs de soutien à la parentalité

Diagnostic local

Les acteurs du PRE relèvent une importante attente des parents envers l'éducation nationale dans les quartiers prioritaires, majoritairement habités par une population non francophone.

Le personnel enseignant en école maternelle constate qu'un grand nombre de parents n'arrivent plus à gérer l'éducation de leur enfant et que de nombreuses difficultés apparaissent dès la Petite section:

- difficulté d'apprentissage de la langue française,
- problème de comportement,
- absence de socialisation avant l'entrée en maternelle,
- dégradation de la relation parents / enseignant

Depuis 2006, la ville finance une Aide à la Vie Scolaire (AVS) Collective dans les écoles maternelles qui intervient auprès de plusieurs enfants à la fois, pour soutenir les enfants et les enseignants.

Dans le cadre des activités du Pôle socio- éducatif, le centre social Harjès poursuit ses actions d'alphabétisation auprès du public adulte vulnérable des quartiers prioritaires.

Le dispositif Programme de Réussite Éducative (PRE), mis en place en 2005 se poursuit avec la CESF mise à disposition par l'association Harjès.

Avec la reprise du CLSPD, des actions de prévention multi partenariales sont envisagées

particulièrement dans les quartiers prioritaires.

Le Secours Catholique est implanté sur le quartier des Fleurs de Grasse depuis de nombreuses années et propose un soutien scolaire classique.

De ces constats découlent 2 actions :

- **Effectuer des stages de re-mobilisation auprès des élèves 6^e et 5^e décrocheurs et absentéistes du collège Carnot dans le cadre du PRE**
- **Mettre en place des actions par les ERIC en lien avec les réseaux sociaux et les dangers d'internet**

Ces actions répondent à l'orientation suivante :

«Développer les actions en matière de soutien à la parentalité»

FICHE ACTION N°7 A

Remobiliser les jeunes collégiens

Description de l'action : À créer

Stage de re-mobilisation auprès des élèves de 6^e et 5^e du collège Carnot sur une période de 3 mois :

- Repérage des élèves par le collège et rencontre des familles par l'équipe pluridisciplinaire - Remise à niveau des jeunes deux fois /semaine au sein du collège
- Mise en place d'activités ludiques les mercredis après midi (théâtre, sport, esthétique...) par l'association HARJES
- Stage de « dépassement de soi » sur 5 jours proposé par HARJES et le service jeunesse pendant les vacances scolaires
- Restitution du parcours de re-mobilisation par les élèves en présence des parents et les partenaires de l'action.

Pilote(s) de l'action

Mairie de Grasse PRE

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

Financement PRE

Partenaires associés à la mise en œuvre

CS HARJES, service jeunesse, CAPG : service solidarité, collège Carnot et autres collèges des quartiers prioritaires

Mise à disposition du personnel

Indicateurs d'évaluation**Indicateurs quantitatifs :**

- Nombre de parents orientés vers des dispositifs de soutien à la parentalité
- Nombre de signalements pour absentéisme scolaire à l'ADRET et CD06

Indicateurs qualitatifs :

- Questionnaire de satisfaction des jeunes et des parents
- Effets produit sur la scolarité par l'observation des enseignants
- Observation du personnel encadrant lors du stage

FICHE ACTION N°7 B

Mettre en place des nouvelles actions par les ERIC en lien avec les réseaux sociaux et les dangers d'internet

Description de l'action : À créer

Mise en place d'ateliers ciblés sur le thème des dangers liés aux réseaux sociaux et dangers d'internet sous forme de formations :

- « danger des écrans » à destination des familles
- « réseaux sociaux et jeux vidéos » à destination des jeunes

Mise en place de groupes d'échanges et de débats autour des réseaux sociaux

Pilote(s) de l'action :

commune :ERIC

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

Partenaires associés à la mise en œuvre :

Centre social Harjès, Evaleco, orange solidarité-
CAPG : service solidarité

Mise à disposition d'animatrices multi média

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre d'ateliers mis en place
- Nombre de personnes présentes
- Nombre de débats réalisés

Indicateurs qualitatifs :

- Questionnaire de satisfaction

Mission 3 :

**Accompagner les familles
dans leurs relations avec
l'environnement
et le cadre de vie**

FICHE DIAGNOSTIC N°8

Un meilleur accès des familles à l'information pour favoriser leur implication dans l'animation de la vie sociale

Orientation stratégique du SDSF

Optimiser les outils existants et les mettre à disposition de toutes les familles.

Engagement Contrat de ville

Aucun

Offre existante 2015

site internet caf.fr et mon-enfant.fr qui donnent aux familles l'information la plus exhaustive possible sur les modes de garde.

Site du REAAP06, du CD, de l'État, de la commune et du CCAS

Point enfance (3 demi journée/s) accueil et informations

Offre culturelle gérée par les services municipaux

Magasine Kiosque

Espaces Régionaux Internet Citoyens (ERIC) sur 4 sites en quartiers prioritaires (Centre historique, St Claude, Les Fleurs de Grasse et le Plan) pour réduire la fracture numérique en facilitant l'accès aux nouvelles technologies.

2 Points relais CAF (mission local, centre social Harjès)

Associations de proximité :CS Harjes, soli-cité, d'Une rive à l'Autre

Annuaire économique de la CAPG

Livret d'accueil à la mairie

AVF : Accueil Ville de France – Rencontre les nouveaux arrivants 1x/mois

Indicateurs

Indicateurs du plan de communication

Diagnostic local

L'accès à l'information est assurée par les différents services publics et associatifs présents sur le territoire.

La dématérialisation de la plupart des services publics nécessite l'accompagnement des personnes les plus vulnérables à l'utilisation de ces outils par différents partenaires (ERIC, Mission Locale, Points Relais Caf...) afin de préserver leur accès à l'information.

Pour participer à la dynamique d'un territoire, il est indispensable de se tenir informée de l'actualité de celui-ci, de ce qui l'anime...

L'animation de la vie sociale est portée par différents acteurs sur la commune : le centre social Harjès,

La Gup, le conseil citoyen, conseils de quartier, etc. Ces différents conseils ont été mis en place afin de faciliter l'expression des citoyens et par conséquent un meilleur accès à l'information.

Le centre social Harjès implanté dans le centre ancien depuis 2010 en est le principal acteur, il porte et anime le Conseil citoyens du centre ancien, mis en place depuis 2015 dont l'objectif est de favoriser l'implication des habitants dans la vie locale.

Une dynamique de re-mobilisation des acteurs du quartier des Fleurs de Grasse est en cours autour de la création d'une MSAP. Celle-ci permettra l'ouverture de ce quartier, isolé géographiquement et doté d'une mauvaise image.

Le diagnostic du Schéma Directeur de l'Animation de la Vie Sociale préconise un espace de Vie Social sur le quartier du Plan de Grasse.

La ville constate qu'un grand nombre de familles venant s'installer dans le centre ancien de Grasse quitte la ville après quelques mois d'habitation. Afin de fidéliser ces arrivants, plusieurs pistes d'accompagnement sont en cours de réflexion.

De ces constats découle 1 action :

Accueillir des nouveaux arrivants par la ville de Grasse en collaboration avec les acteurs du centre ancien

Cette action répond à l'orientation suivante :

«Améliorer l'offre existante »

FICHE ACTION N°8 A

Accueillir des nouveaux arrivants par la ville de Grasse en collaboration avec les acteurs du centre ancien (élu et/ou maire de Grasse/GUP/CS HARJES/ AVF)

Description de l'action : À renforcer

Accueillir lors d'une réception par semestre les nouveaux arrivants sur la commune pour leur donner des tracts, prospectus, dépliants touristiques afin de mieux leur faire connaître le territoire.

Proposition d'intégrer des groupes de nouveaux habitants aux ateliers d'animations organisés sur la commune.

Pilote(s) de l'action

Cabinet service protocole commune
Association AVF
office de tourisme

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

Mise à disposition de personnel

Partenaires associés à la mise en œuvre

GUP- Harjès- service jeunesse- CCAS

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de familles accueillies
- Nombre de documents donnés

Indicateurs qualitatifs :

- Questionnaire de satisfaction

FICHE DIAGNOSTIC N°9

L'amélioration des conditions de logement et du cadre de vie des familles

Orientation stratégique du CPG

Favoriser pour les familles des conditions de logement et un cadre de vie de qualité

Engagement Contrat de ville

- Améliorer l'accès aux équipements «depuis» et «pour» les QPV
- Développer avec les habitants, le conseil citoyens, l'autonomie des QPV pour une appropriation de leur devenir et élargir leur horizon
- Améliorer l'image des QPV pour accroître leur attractivité
- Lutter contre la délinquance et le sentiment d'insécurité
- Favoriser les conditions d'habitat favorable à la santé
- Lutter contre l'habitat indigne

Offre existante 2015

Accompagnement des familles pour l'accès et le maintien dans leur logement FSL accès et maintien
Interventions sociales relatives aux périls, expulsions locatives
ANRU: Enquêtes sociales pour le relogement des familles
Déroulement de la phase opérationnelle de Renouvellement Urbain sur le Grand Centre (centre Historique et quartier de la Gare) en convention avec l'ANRU signature en avril 2008 (fin 2015)
Coordination d'actions liées au logement
Versement de l'aide au logement : 4666 bénéficiaires (ALF : 1395, ALS : 1573, APL : 1698)
Négociation de plans d'apurement entre bailleur et locataires pour le maintien dans le logement des familles en difficulté par le service Unité des Impayés de Loyers.
Accueil individuel de familles allocataires en situation d'impayés de loyer et/ou de décence du logement et/ou de surpeuplement pour une information et/ou un accompagnement social, au sein du CS à compter de décembre 2015
Paiement du dispositif Fonds Solidarité Logement pour aider à l'accès (192) et au maintien des familles (213) dans leur logement 405 familles bénéficiaires
78 Aides financières sur projet individuelles aux familles
Aides financières en accès direct aux familles pour l'amélioration de l'habitat
Service d'Accompagnement Vers et Dans le Logement par le Centre Social Harjès.
5 AS du CCAS dédiées à la mission logement (faciliter l'accès et le maintien) dont une spécialisée sur la prévention des expulsions des familles sans enfants à charge

Indicateurs

- Nombre de ménages repérés sur la cible « logement » de la CAF
- Nombre de familles bénéficiant d'accompagnement logement mis en place par le CD06 et le CCAS

Diagnostic local

Les 2 territoires définis comme prioritaires dans le nouveau contrat de ville révèlent des caractéristiques différentes en matière de logement. Le centre ancien dispose de peu de logements

sociaux, mais d'un parc «social de fait» lié à la faiblesse de revenus des habitants. Il s'agit de logements anciens, privés bien souvent dégradés; Les propriétaires identifiés ou non ne sont pas en mesure de réhabiliter ou d'entretenir leur bien.

La CAF déploie une nouvelle offre de service logement en direction des allocataires du parc privé sous forme d'information collective «droits et devoirs» et de rendez-vous personnalisé, en particulier pour les locataires à faibles ressources.

Le quartier des «Fleurs de Grasse» est quant à lui composé de 550 logements sociaux, construits dans les années 70, représentés par le bailleur IMED 3F. Ce quartier souffre d'un isolement géographique, d'une mauvaise image et d'un état dégradé des logements, des parties communes et du bâti.

Certains locataires en dette locative du fait de la précarité des ressources ne sont pas en mesure de prendre seuls en charge les entretiens qui leur incombent.

La volonté du bailleur sur le quartier est de sensibiliser les habitants sur leur condition de vie afin de les inciter grâce à des démarches collectives, à se saisir de leur habitat et cadre de vie.

L'arrivée d'un nouveau partenaire spécialisé sur la thématique habitat et cadre de vie (Les compagnons bâtisseurs) permet de proposer une nouvelle offre logement «l'auto-réhabilitation accompagnée» sur la commune.

Le service d'Accompagnement Vers et Dans le Logement du centre social est également présent sur le territoire du grand centre. Il s'adosse, à chaque fois que nécessaire, à l'intervention précitée de la CAFAM.

De ces constats découlent 3 actions :

- **Développer des projets d'auto réhabilitation accompagnée dans les quartiers prioritaires**
- **Mettre en place une offre logement par la CAF**
- **Créer un espace de jeux pour les familles et les jeunes sur le quartier de la gare**

Ces actions répondent à l'orientation suivante:

«Améliorer l'offre existante»

FICHE ACTION N°9 - A

Mettre en place des projets pour lutter contre l'habitat précaire dans les quartiers prioritaires

Description de l'action : À créer

Action d'auto-réhabilitation accompagnée pour les locataires – Projet en cours d'étude pour 2018 sur le quartier des Fleurs de Grasse

Action contre la précarité énergétique

Action pour l'embellissement du cadre de vie

Pilote(s) de l'action :

CAF / Ville

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

CAF : TS

Partenaires associés à la mise en œuvre

Compagnons bâtisseurs

Bailleurs

centre social Harjès

CCAS

CAPG Service Solidarités

Associations de lutte contre le logement précaire

Service précarité EDF...

Fonds nationaux et locaux

Crédits Politique de la Ville

Mise à disposition de personnel

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de logements réhabilités
- Nombre de familles accompagnées
- Economies réalisées
- Nombre des incivilités

Indicateurs qualitatifs :

- Engagement des familles
- Satisfaction des familles
- Participation à la vie du quartier
- Amélioration du lien social

FICHE ACTION N°9 - B

Mettre en place une offre logement de la CAF

Description de l'action : À créer

Pour tous les bénéficiaires de l'allocation logement à caractère familial (ALF) :

- Invitation à une réunion d'information collective de premier niveau en partenariat avec l'ADIL et le Centre social HARJES de Grasse au CS,
 - Rendez-vous personnalisé et accompagnement dans le cadre des impayés de loyer, de l'indécence du logement et du sur peuplement.
 - Intégration du TS référent de la CAF à la plate-forme logement, 1x/m en roulement
- Signalement et accompagnement des situations diagnostiquées par le TS CAF Allocataires comme nécessitant un relogement

Pilote(s) de l'action

La CAF

Moyens mobilisés : (humains, financiers et techniques)

Mise à disposition personnel CAF

Partenaires associés à la mise en œuvre

ADIL
Centre Social HARJES et son service
d'Accompagnement Vers et Dans le Logement
Le service logement de la CAPG

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre de situations suivies ou portées en plate-forme logement
- Nombre de participation aux plates-formes

Indicateurs qualitatifs :

- Questionnaire de satisfaction des familles par rapport aux informations individuelles et collectives
- Evolution de la dynamique partenariale

FICHE ACTION N°9 - C

Créer un espace de jeux pour les familles et les jeunes sur le quartier de la gare

Description de l'action : À créer

Création d'un espace de jeux familial permettant de lier des activités type City-stade pour les jeunes, jouxtant un espace pour les plus petits, afin de permettre aux familles notamment aux fratries de rester ensemble et de renforcer la présence parentale.

La création de cet équipement se ferait en co-construction avec les habitants afin de répondre à leurs besoins réels et permettre une appropriation et une amélioration de leur cadre de vie.

Cet espace serait situé sur le quartier Saint-Claude ou dit «de la Gare», situé au sein du QPV «Grand centre»

Pilote(s) de l'action

Ville de Grasse

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

CAF : Fonds spécifiques, locaux

Mise à disposition de personnel

Partenaires associés à la mise en œuvre

Gup – service des travaux mairie

CAPG : services aménagement et solidarités

Centre social Harjès

associations de locataires, conseil citoyen

bailleurs

CAF

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Baisse du nombre de dégradations
- Baisse du nombre d'incivilités
- Nombre d'événements organisés sur le site par les habitants

Indicateurs qualitatifs :

- Amélioration du cadre de vie
- Renforcement de la présence parentale

Mission 4 :

**Créer des conditions favorables
à l'autonomie,
à l'insertion sociale et
professionnelle
des personnes et des familles**

FICHE DIAGNOSTIC N°10

La mise en œuvre d'une offre de service d'accueil du jeune enfant répondant aux besoins spécifiques des familles vulnérables

Orientation stratégique n°2 du SDSF

Répondre aux besoins spécifiques des familles, en particulier l'accès des enfants et des familles en situation vulnérable.

=> Structurer une offre de service à l'échelle du département pour l'accueil des jeunes enfants dont les parents sont bénéficiaires de minima sociaux afin de favoriser leur insertion sociale et/ ou professionnelle.

Engagement Contrat de ville

Réalisation d'accueil collectif et innovant des enfants de moins de 3 ans

Offre existante 2015

Les Structures petite enfance de la commune sont conventionnées avec la CAF, la participation financière des familles est calculée en fonction de leurs ressources, tenant ainsi compte des situations individuelles.

Le service Petite Enfance organise l'accueil des situations vulnérables qui peuvent être orientées par la PMI. Un travail de concertation se développe entre les deux services pour une meilleure prise en charge de ces familles avec un accompagnement au sein des structures.

Indicateurs

-Nombre de familles allocataires CAF et MSA avec enfant de moins de 3 ans bénéficiaire du RSA ou AAH (source CAF- IMAJE : synthèse IMAJE) : **286**

-Nombre de familles allocataires CAF et MSA avec enfant de moins de 3 ans sous le seuil de bas revenus (source CAF- IMAJE: synthèse IMAJE) : **500**

-Nombre d'enfants accueillis en EAJE dont les familles payent moins de 1€/h (source IMAJE-EAJE: synthèse statistique) : **229**

-% des enfants accueillis dans les EAJE dont les familles payent moins de 1€/h (source IMAJE-EAJE : synthèse statistique – Objectif national: au moins 10 % minimum d'enfants payant moins de 1€ par EAJE) : **35 %**

Diagnostic local

La structure la Roque (20 places) implantée sur le centre ancien, accueille plusieurs familles en situation précaire et non véhiculées. Sa future délocalisation amène le service Petite Enfance à réfléchir à une solution auprès de 3 structures les plus proches du centre pour continuer à répondre aux besoins de ces familles: des places en demi journée, deux à trois fois par semaine. Cet accueil est complété par une offre spécifique chez deux assistantes maternelles privées sur la commune.

Toutefois, il semble que cette offre en direction des familles vulnérables est à développer.

La CAF a mis en place en partenariat avec Pôle emploi, une offre d'accompagnement à la reprise d'activité professionnelle des mamans sans emploi avant leur congé parental. Un an avant la fin du congé, les mamans sont invitées à un entretien pôle emploi/CAF afin qu'elles s'organisent pour leur insertion professionnelle et la garde des enfants.

De ces constats découlent 3 actions :

- **Mettre en place un circuit d'orientation des familles en insertion professionnelle**
- **Créer une structure innovante dans le centre- ville : mode de garde / parentalité**
- **Évaluer l'opportunité d'ouvrir une structure atypique au sein de la nouvelle médiathèque du centre ancien**

Ces actions répondent à l'orientation suivante :

« Améliorer l'offre existante »

FICHE ACTION 10 - A

Mettre en place un circuit d'orientation des familles en insertion professionnelle

Description de l'action : À créer

Mettre en place un partenariat actif avec identification de référent entre le pôle emploi, la mission locale, les associations d'insertion, la CAF et le service Petite Enfance de la commune pour une meilleure identification des besoins, orientation et prise en charge des familles.

Instaurer un contrat d'engagement avec les familles afin de les impliquer dans la démarche et de garantir la bonne utilisation des places réservées.

Pilote(s) de l'action :

CCAS : service Petite Enfance

Partenaires associés à la mise en œuvre :

RAM

Mission locale, Pôle Emploi, TS Caf offre allocataire PREPARE

CAPG : service solidarité

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

Mise à disposition de personnels

Fonds Nationaux (FPT,PSU), locaux macigogne.fr

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre d'enfants accueillis en EAJE dont les familles payent moins de 1€/h bénéficiaires de l'offre
- Nombre d'heures de garde

Indicateurs qualitatifs :

- Satisfaction des personnes
- Insertion effective des mamans

FICHE ACTION 10 - B

Créer une structure innovante dans le centre- ville : mode de garde/ parentalité

Description de l'action : À créer

Utiliser les créneaux d'ouverture disponibles de la crèche familiale pour répondre aux besoins des familles en situation précaire et non véhiculées .

Mettre en place un mode d'accueil souple des enfants et proposant également des actions de soutien à la parentalité .

Pilote(s) de l'action :

CCAS : service Petite Enfance

Moyens mobilisés : (humains, financiers et techniques)

Mise à disposition de personnel et embauche

Partenaires associés à la mise en œuvre :

Mairie
CAF

Fonds Nationaux CNAF et locaux

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Création de la structure
- Fréquentation de la structure
- Augmentation de l'offre Petite Enfance

Indicateurs qualitatifs :

- Satisfaction du public
- Plus-value de cette structure

FICHE ACTION 10 - C

Évaluer l'opportunité d'ouvrir une structure atypique au sein de la nouvelle médiathèque du centre ancien.

Description de l'action : À créer

Créer une structure atypique au sein de la médiathèque pour accueillir les enfants sur des temps courts et réaliser des actions parentalité avec la médiathèque.

Cette action permettra la mixité des publics et l'augmentation de l'offre d'accueil sur le centre ancien.

Pilote(s) de l'action :

Commune

Moyens mobilisés : (humains, financiers et techniques)

Mise à disposition de personnel

CAF :Fonds nationaux et locaux

Partenaires associés à la mise en œuvre :

Médiathèque CAF

Indicateurs d'évaluation

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre d'enfants accueillis

Indicateurs qualitatifs :

- Satisfaction du public

FICHE DIAGNOSTIC N°11

Le soutien à l'accès aux services et aux droits

Orientation stratégique du CPG (COG 2013-2017)

Optimiser l'accès aux services dématérialisés

Engagement Contrat de ville

Offre existante 2015

Modes numériques d'accès aux droits :

CAF.fr

Mon enfant.fr

Cafpro / CDAP (enfance, jeunesse, services solidarité)

CPAM, Direction Générale des Impôts, Pôle Emploi, éducation nationale, services mairie...

offres de soutien à l'inclusion numérique :

- 2 conventions CAF/ partenaires (centre social Harjès et Mission locale)
- formations UPR réalisées au point relais CAF : ateliers d'inclusions numériques
- 4 ERIC (Espace Régional Internet Citoyen)

Autres modes d'accès aux droits :

Accueil individuel sur rendez-vous (service Prestations Familiales et interventions sociales) au centre social HARJES, Pôle Emploi Grasse.

Serveur vocal inter-actif (7/7j et 24/24h) Information générale, personnalisée (mon compte) et envoi d'attestation

Plate-forme téléphonique- PFS Azur (Toulon) qui répond aux allocataires ou non allocataires et aux partenaires.

Formation dispensée par le service UPR sur l'offre globale de la CAFAM aux travailleurs sociaux des MSD et des CCAS et autres (durée 5 jours)

Indicateurs

Indicateurs quantitatifs :

- Nombre d'ateliers
- Nombre d'allocataires ayant participé aux ateliers
- Nombre d'allocataires orientés par d'autres partenaires (hors partenaires relais et CAF)
- Nombre de nouvelles conventions partenaire relais

Indicateurs qualitatifs :

- Nombre d'usagers sollicitant le partenaire relais après avoir participé aux ateliers
- Questionnaire qualitatif à chaud
- Public cible de l'enquête annuelle du label Marianne, avec une question liée aux ateliers

Diagnostic local :

La généralisation de l'accès par le numérique aux services publics implique une communication et un accompagnement plus important de la part des institutions, notamment auprès des publics en difficulté et fragiles. En effet c'est un public qui a du mal à faire valoir ses droits malgré un accompagnement pour certain. La dématérialisation risque de marginaliser davantage ces personnes éloignées des pratiques administratives .

Pour éviter la fracture numérique, la ville a mis en place 4 ERIC qui facilitent l'autonomie des usagers en leur permettant de maîtriser progressivement les nouvelles technologies de l'information et en particulier internet. Ces ERIC sont prêts à mettre à disposition leurs locaux pour que Les institutions proposent des actions d'inclusion numérique au plus près des habitants .

La CAF a conventionné deux partenaires « point relais » sur le territoire de Grasse pour faciliter l'accès à l'information et aux droits. Ces partenaires réalisent un accueil CAF de 1^{er} niveau dans leurs locaux.

Afin de répondre à un plus grand nombre d'allocataires, une nouvelle convention est en cours de signature avec une association implantée au Sud de la ville.

La commune, par le biais des ERIC, conventionne avec d'autres services (Pôle emploi, la Mission locale, les MSD) pour faciliter l'accès de proximité à l'information.

De ces constats découlent 1 action globale :

Accompagner les publics les plus éloignés des nouvelles technologies à l'accès aux services

Cette action répond à l'orientation suivante :

« Accompagner à l'inclusion numérique »

FICHE ACTION N°11 - A

Accompagner les publics les plus éloignés des nouvelles technologies à l'accès aux services et aux droits

Description des actions : À renforcer

Permettre à la population d'accéder aux services et aux droits en utilisant les outils numériques mis à leur disposition par les institutions.

Rendre les publics plus autonomes dans l'utilisation des outils internet.

Sensibiliser les partenaires à l'évolution numérique des institutions et à la nécessité de soutenir les plus fragiles.

Ateliers d'inclusion numérique (utilisation des portails, courriel), forum thématique, formation des partenaires des points relais, animation des ateliers.

Pilotes des actions :

CAF / ville

Moyens mobilisés :

(humains, financiers et techniques)

Partenaires associés à la mise en œuvre :

- « Partenaires relais » : centre social HARJES/Mission Locale / association LEA
- Partenaires institutionnels
- Fondation Orange
- CCAS
- CAPG : service solidarité

Subventions
Mise à disposition de personnel, de locaux, de matériels, etc.

Indicateurs d'évaluation

⑩ Indicateurs quantitatifs :

- Nombre d'ateliers
- Nombre de personnes ayant participé aux ateliers
- Nombre de personnes orientées par d'autres partenaires
- Nombre d'usagers sollicitant le partenaire relais après avoir participé aux ateliers
- Taux de progression de l'utilisation des portails numériques

⑩ Indicateurs qualitatifs :

- Questionnaire qualitatif à chaud (Questionnaire UPR)
- Questionnaire de satisfaction des partenaires
- Public cible de l'enquête annuelle du label Marianne, avec une question liée aux ateliers (UPR)
